BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

# ÉTATS FINANCIERS

# DU RÉGIME DE PENSION AGRÉÉ

# DE LA BANQUE DU CANADA

**Au 31 décembre 2010**

## RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers du Régime de pension agréé de la Banque du Canada (le Régime), qui sont joints à la présente déclaration, ont été préparés par la direction de la Banque selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et renferment certains éléments qui reflètent les estimations et le jugement de cette dernière. La direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données contenues dans les états financiers et veille à ce que les renseignements fournis dans le rapport annuel concordent avec les états financiers.

À l'appui de sa responsabilité au regard de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ainsi que du système comptable grâce auquel ils sont produits, la direction a élaboré et mis en place des systèmes et pratiques de contrôle financier et de contrôle de gestion qui lui permettent de fournir l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées et enregistrées correctement, que les données financières sont fiables, que l'actif est bien protégé, que le passif est constaté et que les opérations sont efficaces. Les mécanismes de contrôle interne sont passés en revue et évalués à l'aide de programmes de vérification interne, y compris les mécanismes de contrôle financier et leur mise en application.

Le Comité des pensions est chargé de superviser la gestion du Régime et assume la responsabilité générale de l'approbation des états financiers. Le Comité rencontre la direction et les vérificateurs externes pour examiner l'étendue de la vérification, revoir ensemble les conclusions et s'assurer mutuellement que chacun a rempli les obligations qui lui sont conférées. En outre, le cabinet d'actuaires-conseils Mercer (Canada) limitée procède chaque année à une évaluation actuarielle en règle du Régime, conformément aux exigences de la *Loi sur les normes de prestation de pension.*

Les vérificateurs externes nommés par le Comité des pensions, Deloitte & Touche s.r.l., ont effectué une vérification indépendante des états financiers conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et ont procédé aux analyses et autres examens qu'ils ont jugés nécessaires pour pouvoir exprimer une opinion et rendre compte de leur vérification au Comité. Les vérificateurs externes disposent d'un libre accès au Comité des pensions pour discuter de la teneur de leur vérification et de leurs conclusions.

**Tiff Macklem**
Premier sous-gouverneur et président du Comité des pensions

**S. Vokey, CA**
Comptable en chef et membre du Comité des pensions

Ottawa (Canada)
Le 31 mai 2011

## OPINION DES ACTUAIRES

La Banque du Canada a confié à Mercer (Canada) limitée le mandat de procéder à l'évaluation actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la valeur des prestations constituées du Régime de pension agréé de la Banque du Canada au 31 décembre 2010 selon le principe de continuité d'exploitation, afin de pouvoir l'intégrer aux états financiers du Régime.

L'objectif des états financiers est de présenter fidèlement la situation financière du Régime en date du 31 décembre 2010, selon le principe de continuité d'exploitation. Bien que les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur des prestations constituées du Régime pour les besoins des états financiers correspondent aux hypothèses les plus probables dégagées par la Banque du Canada à l'égard des événements futurs et bien que, à notre avis, ces hypothèses soient raisonnables aux fins des présents états financiers, les résultats que le Régime enregistrera dans l'avenir seront inévitablement, voire considérablement, différents des hypothèses actuarielles. Tout écart entre les hypothèses actuarielles et les résultats futurs sera considéré comme une perte ou un gain dans les évaluations futures et aura une incidence sur la situation financière du Régime à ce moment-là, de même que sur les cotisations nécessaires pour assurer sa capitalisation.

Dans le cadre de notre évaluation, nous avons examiné les résultats récents du Régime en regard des hypothèses économiques et non économiques et nous avons présenté nos conclusions à la direction. De plus, nous avons remis à la Banque du Canada les statistiques, les sondages et d'autres renseignements qui ont servi à établir les hypothèses à long terme.

Notre évaluation de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la valeur des prestations constituées du Régime est fondée sur :

- l'évaluation actuarielle du passif du Régime au 1er janvier 2011 selon le principe de continuité d'exploitation,
- les données sur l'actif de la caisse de retraite fournies par la Banque du Canada en date du 31 décembre 2010,
- les méthodes prescrites par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne les états financiers des régimes de retraite,
- les hypothèses portant sur les événements futurs que la Banque du Canada et Mercer (Canada) limitée ont établies.

Nous avons contrôlé par sondages le caractère raisonnable et cohérent des données et de l'actif de la caisse et nous les jugeons suffisants et fiables pour les besoins de l'évaluation. De plus, nous avons procédé à notre évaluation conformément aux exigences de l'Institut canadien des actuaires. Nous avons effectué cette évaluation et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.

**J. Demers**
Fellow de l'Institut canadien des actuaires
Fellow de la Society of Actuaries

**S. Crabtree**
Fellow de l'Institut canadien des actuaires
Fellow de la Society of Actuaries

**Mercer (Canada) limitée**

Ottawa (Canada)
Le 31 mai 2011

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Au Comité des pensions de la Banque du Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de pension agréé de la Banque du Canada, qui comprennent l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations, de la valeur des prestations constituées et de l'excédent de capitalisation au 31 décembre 2010, et les états de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la valeur des prestations constituées de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## OPINION

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de l'actif net disponible pour le service des prestations, de la valeur des prestations constituées et de l'excédent de capitalisation du Régime de pension agréé de la Banque du Canada au 31 décembre 2010, ainsi que de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la valeur des prestations constituées pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Canada)
Le 31 mai 2011

## ÉTAT DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS, DE LA VALEUR DES PRESTATIONS CONSTITUÉES ET DE L'EXCÉDENT DE CAPITALISATION

Au 31 décembre

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Placements (note 3) | **1 025 558 473 $** | 882 931 374 $ |
| Revenus de placement à recevoir | **123 330** | 413 360 |
| Cotisations de l'employeur à recevoir | **-** | 4 351 366 |
| | **1 025 681 803** | 887 696 100 |
| **Passif** | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | **747 025** | 641 616 |
| **Actif net disponible pour le service des prestations** | **1 024 934 778** | 887 054 484 |
| Ajustement au titre de la valeur actuarielle de l'actif (note 5) | **3 407 484** | 79 043 937 |
| **Valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations** | **1 028 342 262** | 966 098 421 |
| **Valeur actuarielle des prestations constituées** (note 6) | **914 713 704** | 852 774 805 |
| **Excédent de capitalisation** (note 9) | **113 628 558 $** | 113 323 616 $ |

Au nom du Comité des pensions et du Conseil d'administration de la Banque du Canada

**Tiff Macklem**
Premier sous-gouverneur et président du Comité des pensions

**S. Vokey, CA**
Comptable en chef et membre du Comité des pensions

**M. L. O'Brien, FCA**
Membre du Conseil d'administration de la Banque du Canada et du Comité des pensions

(Voir notes complémentaires aux états financiers.)

## ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS

Exercice terminé le 31 décembre

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| **Augmentation de l'actif** | | |
| Revenus de placement (note 3) | **35 568 823 $** | 29 615 441 $ |
| Variation pour l'exercice de la juste valeur des placements (note 3) | **82 401 913** | 88 112 060 |
| | **117 970 736** | 117 727 501 |
| Cotisations de l'employeur | | |
| Services rendus au cours de l'exercice (note 9) | **20 328 608** | 18 986 658 |
| Paiement spécial pour déficit de capitalisation (note 9) | **33 041 811** | 28 877 932 |
| Cotisations des employés | | |
| Services rendus au cours de l'exercice | **6 229 796** | 5 762 940 |
| Services passés | **616 154** | 935 655 |
| Transferts provenant d'autres régimes | **1 669 123** | 649 262 |
| | **61 885 492** | 55 212 447 |
| | **179 856 228** | 172 939 948 |
| **Diminution de l'actif** | | |
| Prestations versées | **32 549 407** | 30 944 823 |
| Remboursements et transferts | **5 120 764** | 3 001 544 |
| Frais administratifs (note 7) | **4 305 763** | 3 790 823 |
| | **41 975 934** | 37 737 190 |
| **Augmentation nette de l'actif net** | **137 880 294** | 135 202 758 |
| **Actif net disponible pour le service des prestations au début de l'exercice** | **887 054 484** | 751 851 726 |
| **Actif net disponible pour le service des prestations à la fin de l'exercice** | **1 024 934 778 $** | 887 054 484 $ |

(Voir notes complémentaires aux états financiers.)

## ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES PRESTATIONS CONSTITUÉES

Exercice terminé le 31 décembre

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| **Augmentation des prestations constituées** | | |
| Prestations acquises | **28 843 681 $** | 26 334 515 $ |
| Coût financier | **46 659 886** | 44 879 647 |
| Perte (gain) actuarielle | **10 041 804** | (4 292 504) |
| Changement de méthode | **8 667 861** | - |
| Modification des hypothèses | **5 395 838** | - |
| | **99 609 070** | 66 921 658 |
| **Diminution des prestations constituées** | | |
| Prestations versées | **32 549 407** | 30 944 823 |
| Remboursements et transferts | **5 120 764** | 3 001 544 |
| | **37 670 171** | 33 946 367 |
| **Augmentation nette de la valeur actuarielle des prestations constituées** | **61 938 899** | 32 975 291 |
| **Valeur actuarielle des prestations constituées au début de l'exercice** | **852 774 805** | 819 799 514 |
| **Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin de l'exercice** | **914 713 704 $** | 852 774 805 $ |

(Voir notes complémentaires aux états financiers.)

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2010

## 1. DESCRIPTION DU RÉGIME DE PENSION AGRÉÉ

La description du Régime de pension agréé de la Banque du Canada (le Régime) qui est fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux statuts du Régime (Règlement administratif n° 15 de la Banque), dans le site Web de l'institution.

### a) Généralités

Le Régime a été créé en vertu des dispositions de la *Loi sur la Banque du Canada* (1934) et est demeuré conforme à la *Loi* au fil des modifications apportées à cette dernière. La responsabilité de l'administration et des placements du Régime incombe au Comité des pensions, y compris la conformité à l'Énoncé des politiques et procédures en matière de placement (l'Énoncé) que le Conseil d'administration de la Banque du Canada (le Conseil) approuve chaque année.

Le Régime est un régime de pension contributif à prestations déterminées auquel participent presque tous les employés de la Banque du Canada (la Banque). Il prévoit le versement de prestations au titre des services et de prestations aux survivants ainsi que des remboursements en cas de cessation d'emploi ou de décès. Le numéro d'inscription du Régime auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) est le 55116.

Le Régime constitue une fiducie de pension enregistrée au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et, par conséquent, n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu. Le numéro d'enregistrement du Régime pour les besoins de l'impôt sur le revenu est le 0349233.

En 1992, un régime de pension complémentaire a été établi pour permettre le versement de prestations de pension additionnelles aux employés dont les cotisations dépassent le plafond fixé par la *Loi de l'impôt sur le revenu* en ce qui a trait aux régimes de pension agréés. Un fonds en fiducie distinct ayant été créé à l'appui du régime complémentaire, les présents états financiers ne tiennent pas compte des prestations constituées en vertu de ce régime ni de l'actif net disponible pour le versement de ces prestations.

### b) Prestations

Le montant de la pension viagère payable en vertu du Régime est fonction du nombre d'années de service portées au crédit du participant, de la moyenne du traitement admissible durant les cinq années de service continu les mieux rémunérées pendant la période de participation au Régime et de l'âge du participant au moment du départ à la retraite.

Les prestations en cas de décès sont payables par suite du décès d'un participant actif ou retraité, sous forme d'un remboursement des cotisations, plus les intérêts, ou de prestations aux survivants.

En cas de cessation d'emploi, les participants au Régime peuvent opter pour une pension différée correspondant aux années de service accumulées ou pour le transfert de la valeur actualisée de leur pension.

### c) Capitalisation

Le niveau des cotisations requises au Régime est déterminé d'après les évaluations actuarielles qui sont effectuées chaque année. La plus récente évaluation actuarielle de la capitalisation du Régime a été établie en date du 1er janvier 2011, et les résultats sont reflétés dans les présents états financiers.

Ces évaluations sont faites conformément aux dispositions législatives pertinentes et aux recommandations de l'Institut canadien des actuaires en matière d'évaluation des régimes de pension.

Les employés sont tenus de verser au Régime tous les ans, jusqu'à ce que le nombre d'années de service portées à leur crédit atteigne le maximum de 35, un pourcentage de leurs gains ouvrant droit à pension, soit 5,7 %, à hauteur du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension (47 200 $ en 2010 et 46 300 $ en 2009), plus 7,5 % des gains dépassant ce maximum. Les cotisations qui dépassent le montant maximal prescrit par la *Loi de l'impôt sur le revenu* sont versées au Régime de pension complémentaire.

### d) Indexation

Les prestations de pension sont indexées en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation; le rajustement est effectué à la date à laquelle les prestations commencent à être versées et tous les 1ers janvier par la suite.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Régime ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et selon le principe de continuité d'exploitation; ils présentent la situation financière du Régime indépendamment de celle du promoteur ou des participants. Ils ont été préparés dans le but d'aider les participants et autres personnes intéressées à prendre connaissance des activités du Régime au cours de l'exercice; cependant, ils ne reflètent pas les besoins de capitalisation du Régime ni la garantie des prestations d'un participant en particulier. Ces normes ont été mises en application de manière uniforme pour les deux exercices, à moins d'indication contraire.

Pour préparer les états financiers conformément aux PCGR du Canada, la direction doit effectuer des estimations et formuler des hypothèses en se fondant sur les informations disponibles à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses utilisées portent principalement sur l'évaluation de certains fonds immobiliers et les hypothèses qui ont servi au calcul de l'obligation au titre des prestations de retraite.

### a) Placements

Les placements sont inscrits à la juste valeur à la date de règlement et comptabilisés à la juste valeur à la date de clôture. La juste valeur s'entend d'une estimation du montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

### b) Résultat en comptabilité d'exercice

Les cotisations et les revenus d'intérêts et de dividendes sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

### c) Variation pour l'exercice de la juste valeur des placements

La variation pour l'exercice de la juste valeur des placements est l'écart entre la juste valeur et le coût des placements au début et à la fin de l'exercice, corrigé des gains et des pertes réalisés au cours de l'exercice.

### d) Conversion des monnaies étrangères et contrats de change à terme

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les contrats de change à terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les gains ou les pertes qui découlent de ces conversions et contrats de change à terme entrent dans la variation pour l'exercice de la juste valeur des placements. Les revenus et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

### e) Prestations constituées

Les prestations constituées sont établies d'après une évaluation actuarielle préparée par un cabinet d'actuaires-conseils indépendant. La valeur des prestations constituées au cours de la période est établie en extrapolant à partir des résultats de la dernière évaluation actuarielle, laquelle avait été effectuée selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et d'après les hypothèses les plus probables de la direction quant aux faits susceptibles d'avoir une incidence sur le Régime dans l'avenir (note 6).

### f) Cotisations de l'employeur

Les cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice et le paiement spécial pour déficit de capitalisation doivent atteindre ou excéder le niveau minimal des cotisations requises selon le plus récent rapport d'évaluation actuarielle (note 9).

### g) Cotisations des employés

Les cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice sont comptabilisées pendant l'exercice où les coûts salariaux connexes sont engagés. Les cotisations au titre des services passés sont comptabilisées pendant l'exercice où elles sont reçues.

### h) Modifications comptables à venir

En avril 2010, l'ICCA a publié le chapitre 4600 du *Manuel, Régimes de retraite*. Ce chapitre s'applique à tous les régimes de retraite de même qu'aux régimes d'avantages sociaux présentant des caractéristiques semblables à celles des régimes de retraite qui prévoient des avantages complémentaires de retraite.

Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Il est fondé sur le chapitre 4100, *Régimes de retraite*, de la partie V du *Manuel*. Les principales modifications apportées sont résumées ci-dessous :

- évaluer les instruments financiers à leur juste valeur conformément aux indications des Normes internationales d'information financière (IFRS) fournies dans IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*;
- présenter les placements sur une base non consolidée;
- fournir l'information sur les instruments financiers conformément aux indications fournies dans IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*;
- exclure l'ajustement au titre de la valeur actuarielle de l'actif au moment de déterminer l'excédent (ou le déficit) de capitalisation;
- déterminer la valeur des prestations constituées selon les indications qui figurent au chapitre 3461 du *Manuel, Avantages sociaux futurs*, et les indications des IFRS fournies dans IAS 19 *Avantages du personnel*;
- donner une image de la situation de l'actif net disponible pour le service des prestations, de la valeur des prestations constituées et de l'excédent ou du déficit qui en résulte dans l'état de la situation financière;
- pour les conventions comptables non liées aux placements du Régime ou aux prestations constituées, choisir de façon uniforme les IFRS ou les normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

Le Régime évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers.

## 3. PLACEMENTS

### a) Généralités

Les placements du Régime, composés d'instruments du marché monétaire, de titres à revenu fixe, de titres de participation, d'actifs indexés sur l'inflation et de fonds immobiliers, se conforment à l'Énoncé. Afin de respecter l'Énoncé, la composition des actifs doit demeurer à l'intérieur des fourchettes suivantes, selon le type d'actif :

| | % de la valeur de marché totale du portefeuille | |
|---|---|---|
| | **Minimum** | **Maximum** |
| Total des titres de participation, dont : | 40 | 70 |
| Actions de sociétés canadiennes | 15 | 60 |
| Actions de sociétés étrangères | - | 40 |
| Fonds immobiliers | - | 10 |
| Obligations à rendement nominal et prêts hypothécaires | 20 | 50 |
| Actifs indexés sur l'inflation | - | 20 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | - | 10 |

L'Énoncé se conforme aux règlements de la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Il est mis à jour par le Comité des pensions et approuvé annuellement par le Conseil. La conformité avec l'Énoncé fait régulièrement l'objet d'une évaluation.

Le tableau qui suit montre la juste valeur et le coût des placements à la date de clôture ainsi que la variation, au cours de l'exercice, de la juste valeur des placements et autres gains. Les fonds d'actions de sociétés étrangères tiennent compte de la juste valeur des contrats de change à terme, qui était de 386 703 $ (1 965 431 $ en 2009). Les revenus de placement comprennent les intérêts et les dividendes cumulés au cours de l'exercice, de même que les gains tirés des biens immobiliers.

**Au 31 décembre 2010**

| | Juste valeur | Coût | Variation pour l'exercice de la juste valeur des placements[1] | Revenus de placement | Rendement global |
|---|---|---|---|---|---|
| **Instruments du marché monétaire** | | | | | |
| Encaisse et placements à court terme | 15 270 287 $ | 15 270 191 $ | 322 $ | 45 746 $ | 46 068 $ |
| **Titres à revenu fixe** | | | | | |
| Obligations | 53 528 233 | 50 428 824 | (5 988 414) | 2 340 118 | (3 648 296) |
| Fonds de titres | 231 904 454 | 213 247 333 | 11 858 549 | 13 319 502 | 25 178 051 |
| | 285 432 687 | 263 676 157 | 5 870 135 | 15 659 620 | 21 529 755 |
| **Titres de participation** | | | | | |
| Fonds canadiens | 283 340 185 | 277 731 370 | 35 293 874 | 8 591 938 | 43 885 812 |
| Fonds étrangers | 308 823 908 | 343 298 706 | 21 609 257 | 5 035 716 | 26 644 973 |
| | 592 164 094 | 621 030 076 | 56 903 131 | 13 627 654 | 70 530 785 |
| **Actifs indexés sur l'inflation** | | | | | |
| Obligations négociables du Canada | 81 561 139 | 63 106 723 | 15 778 056 | 3 398 646 | 19 176 702 |
| Sociétés | 3 483 957 | 2 305 331 | 221 183 | 196 387 | 417 570 |
| Prêts hypothécaires | 12 411 308 | 10 979 698 | 107 509 | 618 618 | 726 127 |
| | 97 456 404 | 76 391 752 | 16 106 749 | 4 213 650 | 20 320 399 |
| **Fonds immobiliers** | 35 235 001 | 37 037 093 | 3 521 576 | 2 022 153 | 5 543 729 |
| **Total** | 1 025 558 473 $ | 1 013 405 268 $ | 82 401 913 $ | 35 568 823 $ | 117 970 736 $ |

[1] La variation pour 2010 de la juste valeur des placements comprend des pertes de change non réalisées de 2 020 593 $.

**Au 31 décembre 2009**

| | Juste valeur | Coût | Variation pour l'exercice de la juste valeur des placements[1] | Revenus de placement | Rendement global |
|---|---|---|---|---|---|
| **Instruments du marché monétaire** | | | | | |
| Encaisse et placements à court terme | 8 920 377 $ | 8 919 801 $ | (1 643) $ | 34 411 $ | 32 768 $ |
| **Titres à revenu fixe** | | | | | |
| Obligations | 45 858 340 | 56 968 563 | (1 849 795) | 4 885 153 | 3 035 358 |
| Fonds de titres | 195 526 402 | 188 727 831 | 447 929 | 9 364 686 | 9 812 615 |
| | 241 384 742 | 245 696 394 | (1 401 866) | 14 249 839 | 12 847 973 |
| **Titres de participation** | | | | | |
| Fonds canadiens | 239 454 373 | 269 139 431 | 53 520 166 | 6 190 968 | 59 711 134 |
| Fonds étrangers | 269 816 774 | 318 728 585 | 38 099 925 | 4 633 966 | 42 733 891 |
| | 509 271 147 | 587 868 016 | 91 620 091 | 10 824 934 | 102 445 025 |
| **Actifs indexés sur l'inflation** | | | | | |
| Obligations négociables du Canada | 70 827 681 | 50 766 488 | 7 064 587 | 1 207 194 | 8 271 781 |
| Sociétés | 3 214 747 | 1 885 659 | 331 731 | 128 683 | 460 414 |
| Prêts hypothécaires | 13 175 823 | 11 851 723 | 929 655 | 846 249 | 1 775 904 |
| | 87 218 251 | 64 503 870 | 8 325 973 | 2 182 126 | 10 508 099 |
| **Fonds immobiliers** | 36 136 857 | 40 049 126 | (10 430 495) | 2 324 131 | (8 106 364) |
| **Total** | 882 931 374 $ | 947 037 207 $ | 88 112 060 $ | 29 615 441 $ | 117 727 501 $ |

[1] La variation pour 2009 de la juste valeur des placements comprend des gains de change non réalisés de 3 991 896 $.

## b) Détermination de la juste valeur

Une description des méthodes utilisées par la direction pour déterminer l'évaluation à la juste valeur des placements détenus par le Régime figure ci-après.

*Instruments du marché monétaire*

Les instruments du marché monétaire sont composés de l'encaisse et de bons du Trésor, et leur évaluation est fondée sur les cours du marché publiés.

*Titres à revenu fixe*

Les titres à revenu fixe consistent en des obligations détenues directement et en un placement dans un fonds d'obligations. L'évaluation des obligations détenues directement est fondée sur les cours du marché publiés. Celle du fonds d'obligations est effectuée par le gestionnaire d'actifs et établie par unité. Elle correspond à la somme des justes valeurs des actifs du fonds d'obligations déterminées selon les cours du marché publiés, déduction faite des éléments de passif du fonds, divisée par le nombre total d'unités en circulation.

*Titres de participation*

Le portefeuille de titres de participation est composé de fonds d'actions de sociétés canadiennes et de fonds d'actions de sociétés étrangères. Ces derniers contiennent également la juste valeur des contrats de change à terme. L'évaluation des placements des fonds est fournie par les divers émetteurs et effectuée conformément à leurs méthodes d'évaluation publiées. L'évaluation correspond à la somme des justes valeurs des actifs du fonds d'actions déterminées selon les cours du marché publiés, déduction faite des éléments de passif du fonds, divisée par le nombre total d'unités en circulation. La juste valeur des contrats de change à terme est établie en fonction du taux de change à terme qui s'applique à un contrat semblable en vigueur à la date de clôture.

*Actifs indexés sur l'inflation*

Les actifs indexés sur l'inflation sont constitués principalement d'obligations du gouvernement du Canada, d'obligations de sociétés ainsi que de prêts hypothécaires garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les obligations sont évaluées à partir des cours du marché publiés. Les prêts hypothécaires sont évalués annuellement en fonction des rendements du marché d'actifs semblables à la date de clôture.

*Fonds immobiliers*

Les fonds immobiliers sont pour la plupart des avoirs diversifiés mis en commun qui sont investis dans des immeubles commerciaux ou industriels et des immeubles de bureaux dans plusieurs grandes villes canadiennes. Ils sont évalués à la juste valeur, établie par estimation, et font l'objet d'évaluations par des experts accrédités indépendants au moins une fois l'an. Les évaluations se fondent sur au moins l'une des trois méthodes de base suivantes : la méthode du coût de remplacement, l'évaluation par les résultats ou la technique de la parité.

*Hiérarchie des évaluations à la juste valeur*

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie des évaluations à la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser ces évaluations :

- niveau 1 – les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- niveau 2 – les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- niveau 3 – les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie des évaluations à la juste valeur exige l'utilisation de données de marché observables dans la mesure où de telles données existent. L'instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation à la juste valeur.

**Actifs financiers évalués à la juste valeur au 31 décembre 2010**

| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Instruments du marché monétaire** | 15 270 287 $ | - $ | - $ | 15 270 287 $ |
| **Titres à revenu fixe** | | | | |
| Obligations | - | 53 528 233 | - | 53 528 233 |
| Fonds de titres | - | 231 904 454 | - | 231 904 454 |
| **Titres de participation** | | | | |
| Fonds canadiens | - | 283 340 185 | - | 283 340 185 |
| Fonds étrangers | - | 308 823 908 | - | 308 823 908 |
| **Actifs indexés sur l'inflation** | | | | |
| Obligations négociables du Canada | - | 81 561 139 | - | 81 561 139 |
| Sociétés | - | 3 483 957 | - | 3 483 957 |
| Prêts hypothécaires | - | 12 411 308 | - | 12 411 308 |
| **Fonds immobiliers** | - | - | 35 235 001 | 35 235 001 |
| | 15 270 287 $ | 975 053 184 $ | 35 235 001 $ | 1 025 558 473 $ |

**Actifs financiers évalués à la juste valeur au 31 décembre 2009**

| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Instruments du marché monétaire** | 8 920 377 $ | - $ | - $ | 8 920 377 $ |
| **Titres à revenu fixe** | | | | |
| Obligations | - | 45 858 340 | - | 45 858 340 |
| Fonds de titres | - | 195 526 402 | - | 195 526 402 |
| **Titres de participation** | | | | |
| Fonds canadiens | - | 239 454 373 | - | 239 454 373 |
| Fonds étrangers | - | 269 816 774 | - | 269 816 774 |
| **Actifs indexés sur l'inflation** | | | | |
| Obligations négociables du Canada | - | 70 827 681 | - | 70 827 681 |
| Sociétés | - | 3 214 747 | - | 3 214 747 |
| Prêts hypothécaires | - | 13 175 823 | - | 13 175 823 |
| **Fonds immobiliers** | - | | 36 136 857 | 36 136 857 |
| | 8 920 377 $ | 837 874 140 $ | 36 136 857 $ | 882 931 374 $ |

Aucun montant n'a été transféré entre le niveau 1 et le niveau 2 ni en 2010 ni en 2009.

Le tableau suivant présente le rapprochement de la juste valeur des fonds immobiliers, déterminée au moyen des évaluations à la juste valeur du niveau 3, pour la période du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2010 :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| **Juste valeur au début de l'exercice** | 36,136,857 $ | 43,816,183 $ |
| Total des gains (pertes) non réalisés compris dans l'actif net[1] | 2,110,177 | (10,451,779) |
| Achats | 266,882 | 2,777,383 |
| Ventes[2] | (3,278,915) | (4,930) |
| Transferts vers ou depuis le niveau 3 | - | - |
| **Juste valeur à la fin de l'exercice** | 35,235,001 $ | 36,136,857 $ |

[1] Les gains (pertes) liées à la juste valeur sont présentées sous le poste « Variation pour l'exercice de la juste valeur des placements » dans l'*État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.* De cette somme, 2 281 787 $ sont attribuables aux instruments financiers détenus au 31 décembre 2009.

[2] Les ventes sont présentées après déduction des gains réalisés de 1 411 399 $.

Les évaluations des placements sont revues de façon constante par la direction.

La valeur comptable des revenus de placement à recevoir, des cotisations des employés à recevoir ainsi que des comptes créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

Aucun actif financier n'est en souffrance ni déprécié.

**c) Prêts de titres**

Le Régime peut prêter des titres en vue de générer des revenus supplémentaires ou de soutenir la mise en œuvre de ses stratégies de placement. Les prêts de titres doivent être garantis, à raison d'au moins 105 % de leur valeur. Au 31 décembre 2010, le Régime ne détenait aucun titre prêté (4 199 652 $ en 2009). La juste valeur des biens affectés à titre de garantie du remboursement de ces prêts était nulle (4 425 650 $ en 2009).

**d) Contrats de change à terme**

Au 31 décembre, la valeur notionnelle et la juste valeur des contrats de change à terme se résument comme suit :

| | 2010 | | 2009 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Valeur notionnelle** | **Juste valeur** | **Valeur notionnelle** | **Juste valeur** |
| Dollars É.-U. | **80 254 909 $** | **743 265 $** | 67 937 600 $ | 417 701 $ |
| Euros | **16 306 758** | **59 343** | 17 526 880 | 581 415 |
| Livres sterling | **15 715 030** | **107 634** | 12 959 250 | 159 719 |
| Yens japonais | **15 017 314** | **(172 601)** | 10 790 073 | 621 261 |
| Francs suisses | **7 077 286** | **(280 998)** | 7 253 886 | 152 717 |
| Dollars australiens | **2 075 220** | **(69 941)** | 2 400 000 | 32 618 |
| | **136 446 517 $** | **386 703 $** | 118 867 689 $ | 1 965 431 $ |

La valeur notionnelle désigne le montant nominal du contrat à terme auquel est appliqué le taux de change. Elle ne représente pas la perte ou le gain total auquel le Régime est partie, mais sert plutôt à déterminer la juste valeur. Par conséquent, la valeur notionnelle n'est pas inscrite en tant qu'élément d'actif ou de passif dans les états financiers.

Les contrats de change à terme doivent tous arriver à échéance dans les 30 jours suivant le 31 décembre 2010.

Les placements, les opérations de prêt de titres et les contrats de change à terme du Régime sont exposés à divers risques qui peuvent influer sur la juste valeur, le montant recouvrable ou les flux de trésorerie futurs. Ces risques sont présentés à la note 4.

## 4. INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES

Les instruments financiers du Régime comprennent les placements, les revenus de placement à recevoir, les cotisations des employés à recevoir ainsi que les comptes créditeurs et les charges à payer.

### Risque financier

Les placements du Régime, qui sont réputés être des instruments financiers, sont exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché.

La diversification de l'actif et les critères d'admissibilité des placements sont les principaux outils de gestion des risques de l'ensemble du portefeuille de placements. L'Énoncé du Régime précise que le portefeuille doit se composer d'un ensemble diversifié de types d'actifs, et établit également les critères d'admissibilité des placements. La diversification de l'actif permet d'atténuer les variations du rendement attendu du portefeuille. Les critères d'admissibilité garantissent que, dans la mesure du possible, les actifs du Régime ne sont pas exposés à des risques excessifs et que le Régime est en mesure de respecter ses obligations, au besoin.

Ces politiques permettent de gérer le risque; toutefois, les placements et le rendement du Régime sont exposés à certains risques qui sont décrits ci-après.

### a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un contrat financier ne s'acquitte pas de ses obligations suivant les modalités convenues.

Le Régime est exposé au risque de crédit en raison de ses placements dans des instruments du marché monétaire (à l'exclusion de l'encaisse), des titres à revenu fixe et des actifs indexés sur l'inflation, ainsi que de ses activités de couverture du risque de change (présentées dans les fonds d'actions de sociétés étrangères) et de ses opérations de prêt de titres.

Le risque de crédit du Régime associé aux instruments du marché monétaire, aux titres à revenu fixe et aux actifs indexés sur l'inflation est géré au moyen de limites de concentration applicables aux titres offerts par un même émetteur ainsi que de critères de notation minimaux. L'exposition maximale aux titres offerts par un même émetteur ne peut représenter plus de 10 % de la juste valeur totale du portefeuille d'obligations, à l'exception des titres émis par les administrations fédérale et provinciales. Les émissions ne peuvent être assorties d'une note inférieure à BBB (faible) dans l'échelle de notation de Dominion Bond Rating Service.

Le risque de crédit relatif aux activités de couverture du risque de change et aux opérations de prêt de titres est géré au moyen de contrats conclus avec des contreparties solvables assujetties à des exigences minimales en matière de notation et par l'établissement de plafonds quant au degré d'exposition à chacune de ces contreparties.

En plus d'être entièrement garanties par des titres de qualité supérieure, les opérations de prêt de titres se déroulent dans la stricte conformité avec les lignes directrices du BSIF et, en cas de défaut, sont indemnisées grâce à un accord de fiducie. Les prêts de titres doivent être garantis, à raison d'au moins 105 % de leur valeur. Étant donné les actifs détenus en garantie, l'exposition de crédit nette est considérée comme négligeable.

En raison des exigences minimales en matière de notation imposées par l'Énoncé, la direction juge que les instruments financiers exposés au risque de crédit proviennent de contreparties dont la qualité de crédit est élevée.

On estime que l'exposition maximale au risque de crédit des instruments du marché monétaire, des titres à revenu fixe et des actifs indexés sur l'inflation correspond à la juste valeur de ces instruments.

*Concentration du risque de crédit*

Il y a concentration du risque de crédit lorsqu'une proportion importante du portefeuille est constituée de placements exposés au risque de crédit ayant des caractéristiques similaires ou qui sont assujettis aux mêmes conditions économiques, politiques ou autres. Dans son ensemble, le portefeuille de placements

respecte des limites maximales quant à l'exposition au risque et des cibles de répartition d'actifs destinées à gérer l'exposition à la concentration du risque de crédit.

Le risque de crédit auquel est exposé le portefeuille de placements est concentré dans les catégories « Titres à revenu fixe » et « Actifs indexés sur l'inflation » comme suit :

| | 2010 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Instruments du marché monétaire | | Titres à revenu fixe | | Actifs indexés sur l'inflation[1] | |
| | $ | % | $ | % | $ | % |
| Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada | 9 893 106 | 100,0 | 73 768 807 | 25,9 | 81 462 269 | 83,6 |
| Titres émis ou garantis par une administration provinciale ou municipale au Canada | - | - | 161 595 709 | 56,6 | 12 510 178 | 12,8 |
| Titres émis par une société | - | - | 50 068 171 | 17,5 | 3 483 957 | 3,6 |
| | 9 893 106 | 100,0 | 285 432 687 | 100,0 | 97 456 404 | 100,0 |
| **Notation** | | | | | | |
| De AAA à AA | 9 893 106 | 100,0 | 186 078 634 | 65,2 | 73 990 304 | 87,0 |
| A | - | - | 83 514 979 | 29,3 | 11 054 792 | 13,0 |
| BBB | - | - | 15 839 074 | 5,5 | - | - |
| | 9 893 106 | 100,0 | 285 432 687 | 100,0 | 85 045 096 | 100,0 |

| | 2009 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Instruments du marché monétaire | | Titres à revenu fixe | | Actifs indexés sur l'inflation[1] | |
| | $ | % | $ | % | $ | % |
| Titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada | 8 868 224 | 100,0 | 65 043 666 | 26,9 | 72 573 245 | 83,2 |
| Titres émis ou garantis par une administration provinciale ou municipale au Canada | - | - | 133 835 336 | 55,4 | 11 430 260 | 13,1 |
| Titres émis par une société | - | - | 42 505 740 | 17,7 | 3 214 746 | 3,7 |
| | 8 868 224 | 100,0 | 241 384 742 | 100,0 | 87 218 251 | 100,0 |
| **Notation** | | | | | | |
| De AAA à AA | 8 868 224 | 100,0 | 124 614 863 | 51,6 | 66 421 233 | 89,7 |
| A | - | - | 105 429 348 | 43,7 | 7 621 195 | 10,3 |
| BBB | - | - | 11 340 531 | 4,7 | - | - |
| | 8 868 224 | 100,0 | 241 384 742 | 100,0 | 74 042 428 | 100,0 |

[1] La catégorie des « Actifs indexés sur l'inflation » comprend des prêts hypothécaires de 12 411 308 $ (13 175 823 $ en 2009) qui sont garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement mais ne sont pas directement notés par une agence de notation.

**b) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que le Régime éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers qui sont réglés par la livraison de liquidités ou d'un autre actif financier.

Les passifs financiers du Régime sont composés de comptes créditeurs et de charges à payer. Ces montants sont de courte durée et arrivent à échéance en moins d'un an.

Le Régime gère le risque de liquidité en veillant à conserver un montant suffisant d'actifs liquides afin d'être en mesure d'honorer ses engagements prévus en matière de paiement et de placement en général. Quant aux passifs financiers et à la valeur actuarielle des prestations constituées du Régime, la direction estime que ce dernier n'est pas exposé à un risque de liquidité important.

La valeur actuarielle des prestations constituées n'est pas considérée comme un passif financier; toutefois, elle constitue le plus important élément de passif du Régime inscrit à l'*État de l'actif net disponible pour le service des prestations, de la valeur des prestations constituées et de l'excédent de capitalisation*. La Banque, en tant que promoteur du Régime, est tenue de cotiser les sommes nécessaires pour combler les déficits qui peuvent surgir de temps à autre.

**c) Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. L'ampleur de l'exposition au risque de marché dépend de la nature du placement. L'analyse des risques de marché est présentée ci-dessous.

*Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition du Régime au risque de taux d'intérêt découle de son portefeuille d'actifs portant intérêts, ou à revenu fixe. Ces actifs comprennent principalement des instruments du marché monétaire et des titres à revenu fixe.

Le Régime gère son exposition au risque de taux d'intérêt en détenant une combinaison diversifiée d'actifs, portant intérêts et ne portant pas intérêts. Cette approche atténue l'incidence des variations du rendement global du portefeuille découlant de facteurs liés au risque de taux d'intérêt.

La juste valeur des actifs du Régime, notamment celle des titres à revenu fixe, est sensible aux variations du taux d'intérêt nominal. Au 31 décembre, une augmentation ou une diminution de 25 points de base de ce dernier aurait eu l'effet suivant sur la juste valeur des placements et sur l'augmentation nette des actifs :

| | **2010** | | **2009** | |
|---|---|---|---|---|
| | **Augmentation** | **Diminution** | **Augmentation** | **Diminution** |
| Instruments du marché monétaire | **(1 834) $** | **1 810 $** | (2 768) $ | 1 776 $ |
| Titres à revenu fixe | **(10 960 615)** | **10 960 615** | (9 051 928) | 9 051 928 |
| | **(10 962 449) $** | **10 962 425 $** | (9 054 696) $ | 9 053 704 $ |

Les placements exposés au risque de taux d'intérêt portent un taux d'intérêt fixe. Par conséquent, les variations à court terme des taux d'intérêt en vigueur n'occasionnent généralement pas de fluctuations des flux de trésorerie du Régime. Dans l'éventualité d'une vente ou d'un rachat avant l'échéance, l'incidence des taux d'intérêt en vigueur sur la juste valeur du placement influerait sur le produit.

La valeur actuarielle des prestations constituées n'est pas considérée comme un passif financier; toutefois, ces prestations sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme. Le Régime est exposé au risque de taux d'intérêt en raison des asymétries entre l'incidence des taux d'intérêt sur la valeur actuarielle des prestations constituées et leur incidence correspondante sur l'ensemble du portefeuille de placements. Compte tenu de la nature des prestations, il est impossible de supprimer totalement ce risque, mais on peut en tenir compte au moyen de la capitalisation du Régime et en examinant régulièrement les caractéristiques du portefeuille de placements du Régime par rapport au passif au titre des prestations constituées.

Au 31 décembre, une augmentation ou une diminution de 25 points de base du taux d'intérêt hypothétique aurait eu l'effet suivant sur la valeur des prestations constituées :

| | 2010 | | 2009 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Augmentation** | **Diminution** | **Augmentation** | **Diminution** |
| Prestations constituées | **(33 617 074) $** | **35 730 793 $** | (31 449 833) $ | 33 428 025 $ |

*Risque de change*

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères.

Le Régime est exposé au risque de change découlant de placements libellés en monnaies étrangères ainsi que de placements qui, bien que non libellés en monnaies étrangères, sont exposés à un risque sous-jacent associé aux monnaies étrangères. Cette exposition touche principalement les fonds d'actions de sociétés étrangères.

Le Régime gère l'exposition à ces risques au moyen de l'Énoncé, qui limite la proportion d'actifs étrangers du portefeuille. Dans le but de limiter encore davantage le risque de change auquel il est exposé, le Régime a effectué des opérations hors bilan sous forme de contrats de change à terme portant sur la vente de diverses monnaies (note 3). Ces contrats visent à partiellement protéger la juste valeur des actifs du Régime en compensant l'incidence des hausses du dollar canadien par rapport à la position de change sous-jacente. En cas de baisse du dollar canadien par rapport à la position de change sous-jacente, la valeur des contrats de change à terme en vigueur diminue et la valeur relative des fonds en monnaies étrangères augmente.

La position de change nette en dollars canadiens du Régime, compte tenu de la valeur notionnelle des contrats de change à terme au 31 décembre, s'établit comme suit :

| | 2010 | | | 2009 |
|---|---|---|---|---|
| | **Position de change** | **Valeur notionnelle des contrats de change à terme** | **Position de change nette** | **Position de change nette** |
| **Fonds étrangers** | | | | |
| Dollars É.-U. | **165 170 647 $** | **80 254 909 $** | **84 915 738 $** | 65 708 258 $ |
| Euros | **33 591 313** | **16 306 758** | **17 284 555** | 13 589 348 |
| Livres sterling | **32 518 741** | **15 715 030** | **16 803 711** | 13 064 085 |
| Yens japonais | **30 807 172** | **15 017 314** | **15 789 858** | 15 926 006 |
| Francs suisses | **13 238 901** | **7 077 286** | **6 161 615** | 7 986 242 |
| Dollars australiens | **4 522 589** | **2 075 220** | **2 447 369** | 3 594 975 |
| Autres monnaies | **28 587 843** | **-** | **28 587 843** | 29 114 740 |
| Total | **308 437 206 $** | **136 446 517 $** | **171 990 689 $** | 148 983 654 $ |

La juste valeur des actifs du Régime, notamment celle des actifs libellés en monnaies étrangères, est sensible aux variations des taux de change.

Au 31 décembre 2010, les plus importantes concentrations de risque de change concernaient le dollar É.-U., l'euro, la livre sterling et le yen japonais. Au 31 décembre, une augmentation ou une diminution de 1 % du taux de change d'une monnaie étrangère importante dans laquelle un placement est libellé par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur la juste valeur des placements, déduction faite des couvertures de change :

| | 2010 | | 2009 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Augmentation** | **Diminution** | **Augmentation** | **Diminution** |
| Dollars É.-U. | **849 157 $** | **(849 157) $** | 657 083 $ | (657 083) $ |
| Euros | **172 846** | **(172 846)** | 135 893 | (135 893) |
| Livres sterling | **168 037** | **(168 037)** | 130 641 | (130 641) |
| Yens japonais | **157 899** | **(157 899)** | 159 260 | (159 260) |
| | **1 347 939 $** | **(1 347 939) $** | 1 082 877 $ | (1 082 877) $ |

Ce calcul est fondé sur les placements du Régime libellés directement en monnaies étrangères et ne tient pas compte des effets secondaires des fluctuations de taux de change.

Les flux de trésorerie futurs provenant de la vente ou de l'arrivée à échéance d'un instrument financier varient selon le taux de change en vigueur au moment de la transaction.

*Autre risque de prix*
L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

L'exposition du Régime à l'autre risque de prix découle de son portefeuille de titres de participation.

Le Régime gère son exposition à l'autre risque de prix en établissant des proportions maximales d'actions dans son portefeuille de placements ainsi que des limites de concentration s'appliquant aux titres offerts par un même émetteur, conformément à l'Énoncé. L'exposition maximale aux titres offerts par un même émetteur ne peut dépasser 10 % de la juste valeur totale du portefeuille d'actions, autres que les placements dans des caisses en gestion commune ou des fonds indiciels. Les caisses en gestion commune ou les fonds indiciels ne constituent pas un placement admissible si un même titre en portefeuille représente plus de 10 % de la valeur marchande de la caisse ou du fonds en question.

Au 31 décembre, une augmentation ou une diminution de 1 % du cours sous-jacent aurait eu l'effet suivant sur la juste valeur des placements et sur l'augmentation nette des actifs :

| | 2010 | | 2009 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Augmentation** | **Diminution** | **Augmentation** | **Diminution** |
| Fonds canadiens | **2 833 402 $** | **(2 833 402) $** | 2 394 544 $ | (2 394 544) $ |
| Fonds étrangers | **3 084 372** | **(3 084 372)** | 2 678 513 | (2 678 513) |
| | **5 917 774 $** | **(5 917 774) $** | 5 073 057 $ | (5 073 057) $ |

Les flux de trésorerie futurs liés à la vente d'un placement exposé à l'autre risque de prix varient selon le cours du marché au moment de la transaction.

*Concentration de l'autre risque de prix*

Il y a concentration de l'autre risque de prix lorsqu'une proportion importante du portefeuille est investie dans des titres de participation ayant des caractéristiques similaires ou qui sont assujettis aux mêmes conditions économiques, politiques, de marché ou autres.

Le tableau suivant présente des informations sur les secteurs dans lesquels les fonds d'actions sont investis, en pourcentage de l'ensemble du portefeuille :

| | 2010 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Fonds canadiens | | Fonds étrangers[1] | |
| | $ | % | $ | % |
| Finance | 68 048 355 | 23,9 | 44 716 801 | 14,5 |
| Énergie | 63 439 929 | 22,4 | 34 753 053 | 11,3 |
| Technologie de l'information | 9 947 981 | 3,5 | 48 284 663 | 15,7 |
| Matériaux | 57 349 862 | 20,2 | 22 579 257 | 7,3 |
| Industrie | 25 905 956 | 9,1 | 39 737 800 | 12,9 |
| Consommation discrétionnaire | 20 545 737 | 7,3 | 48 178 207 | 15,6 |
| Télécommunications | 14 083 212 | 5,0 | 12 769 552 | 4,1 |
| Consommation de base | 13 182 847 | 4,7 | 22 185 310 | 7,2 |
| Services aux collectivités | 4 120 740 | 1,5 | 7 515 245 | 2,4 |
| Soins de santé | 2 876 029 | 1,0 | 27 717 318 | 9,0 |
| Autres | 3 839 537 | 1,4 | - | - |
| | 283 340 185 | 100,0 | 308 437 206 | 100,0 |

| | $ | % | $ | % |
|---|---|---|---|---|
| Finance | 67 510 719 | 28,1 | 40 998 744 | 15,3 |
| Énergie | 56 170 050 | 23,5 | 28 571 622 | 10,7 |
| Technologie de l'information | 12 039 565 | 5,0 | 39 488 055 | 14,7 |
| Matériaux | 39 895 002 | 16,7 | 14 801 679 | 5,5 |
| Industrie | 18 367 222 | 7,7 | 30 955 128 | 11,6 |
| Consommation discrétionnaire | 17 272 418 | 7,2 | 43 737 273 | 16,3 |
| Télécommunications | 7 402 505 | 3,1 | 14 381 062 | 5,4 |
| Consommation de base | 12 688 283 | 5,3 | 17 420 207 | 6,5 |
| Services aux collectivités | 5 103 378 | 2,1 | 8 301 453 | 3,1 |
| Soins de santé | 942 707 | 0,4 | 26 793 258 | 10,0 |
| Autres | 2 062 524 | 0,9 | 2 402 862 | 0,9 |
| | 239 454 373 | 100,0 | 267 851 343 | 100,0 |

[1] La catégorie des « Fonds étrangers exclut des contrats de change à terme de 386 703 $ (1 965 431 $ en 2009).

## 5. AJUSTEMENT AU TITRE DE LA VALEUR ACTUARIELLE DE L'ACTIF

L'ajustement au titre de la valeur actuarielle de l'actif correspond au total cumulatif de l'excédent (l'insuffisance) non amorti(e) des revenus et des gains en capital réalisés et non réalisés qui dépasse le taux de rendement visé. Ces montants sont amortis sur cinq ans.

Conformément aux exigences du BSIF, la « Valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations » est limitée à 110 % de l'« Actif net disponible pour le service des prestations » à la date de clôture. Comme ce fut le cas pour l'exercice précédent, aucun ajustement de ce genre n'est inclus dans l'« Ajustement au titre de la valeur actuarielle de l'actif » en 2010.

## 6. PRESTATIONS CONSTITUÉES

Aux termes de la *Loi sur les normes de prestation de pension*, des évaluations actuarielles doivent être effectuées chaque année. La société d'actuaires-conseils Mercer (Canada) limitée a établi la valeur actuarielle

au 1er janvier 2011. Les hypothèses économiques retenues pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées du Régime sont fonction des prévisions concernant la situation du marché à long terme. Les hypothèses actuarielles à long terme les plus importantes sont les suivantes :

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Taux de rendement de l'actif | **5,25 %** | 5,50 % |
| Taux d'intérêt | **5,25 %** | 5,50 % |
| Taux d'indexation des traitements | **3,30 % + mérite** | 3,50 % + mérite |
| Taux d'inflation | **2,00 %** | 2,00 % |

## 7. FRAIS ADMINISTRATIFS

| | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Frais de gestion des placements | **2 769 519 $** | 2 268 979 $ |
| Frais d'administration des pensions | **734 942** | 646 206 |
| Honoraires des auditeurs et des actuaires | **84 235** | 66 825 |
| Autres frais administratifs (note 8) | **717 067** | 808 813 |
| | **4 305 763 $** | 3 790 823 $ |

## 8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations avec la Banque ont été réalisées dans le cours normal des activités pendant l'exercice et ont été évaluées à la valeur d'échange. Les « Autres frais administratifs » comprennent un montant de 520 884 $ (457 738 $ en 2009) au titre des services administratifs fournis par la Banque au Régime.

## 9. EXCÉDENT DE CAPITALISATION ET EXIGENCES EN MATIÈRE DE CAPITAL

Le capital du Régime est composé de l'excédent de capitalisation. Exception faite de l'incidence des revenus de placement, le Régime est provisionné au moyen des cotisations des employés et de l'employeur. L'excédent de capitalisation correspond à la différence entre la valeur de l'actif net selon la méthode de continuité d'exploitation et les prestations constituées établies par calculs actuariels selon le principe de continuité d'exploitation. Les évaluations actuarielles, qui aident à déterminer la capitalisation du Régime, sont effectuées chaque année.

Les excédents ou déficits de capitalisation, s'il y a lieu, ainsi que tout autre aspect pertinent du Régime, sont gérés conformément aux exigences externes imposées par la *Loi de l'impôt sur le revenu* et par la *Loi sur les normes de prestation de pension*.

Dans le cas d'un excédent de capitalisation, la *Loi de l'impôt sur le revenu* oblige généralement la Banque à cesser de verser des cotisations lorsque le Régime dégage un excédent supérieur à 110 % de la valeur actualisée des charges à payer au titre des prestations, selon le principe de continuité d'exploitation.

Dans le cas d'un déficit de capitalisation, la Banque est tenue de verser tout montant nécessaire, en plus des cotisations des employés et des revenus de placement du Fonds, pour respecter ses obligations relatives au versement des prestations aux participants et à leurs bénéficiaires (20 328 608 $ en 2010; 18 986 658 $ en 2009). Elle gère les déficits de capitalisation conformément à la *Loi sur les normes de prestation de pension*, soit en satisfaisant aux exigences de capitalisation minimale de façon à combler tout déficit (33 041 811 $ en 2010; 28 877 932 $ en 2009).

Après le 31 décembre 2010, la direction du Régime a retenu des actuaires externes pour effectuer une évaluation actuarielle du fonds au 1er janvier 2011. Selon les résultats de cette évaluation, la Banque est tenue de cotiser environ 41 millions de dollars en 2011.

Au 31 décembre 2010, le Régime et son promoteur ne contreviennent à aucune exigence légale ou réglementaire extérieure.